

# Bonnes nouvelles

(les dessous de l'usine)

A quoi joue la direction ? Alors qu'officiallement Ford Europe affirme sa priorité de trouver des solutions pour maintenir les emplois, il semblerait qu'en coulisse, des « tractations » aient commencé pour aborder la question d'un éventuel accord de garantie.

Tous les syndicats à l'exception de la CGT sont conviés à des réunions avec des représentants de Ford Europe (voir notre courrier envoyé aux directions, au verso). Ces syndicats ont pris effectivement position pour que se négocie maintenant un « accord dit de garantie » et le demandent avec insistance.

Aujourd'hui, la CGT maintient seule les exigences portées par l'intersyndicale début juillet. A savoir : la reprise du site par Ford et la réintégration de son activité dans le plan de production de Ford Europe. Nous étions tous d'accord il y a à peine 60 jours pour dire que le retour de Ford était la seule solution viable pour l'usine.

HZ a complètement failli dans sa tâche et n'a aucun moyen ni financier ni structurel pour assurer de l'activité et préserver l'ensemble des emplois. Nous demandons que HZ soit débarqué du site. En clair nous n'avons aucune confiance dans cette « holding ».

Oui la CGT défend une orientation différente de celle des autres syndicats. Ford affirme ne pas prévoir des réductions d'effectifs avant 2011 ... si nécessaire, dans le cas où les projets qui démarreraient ne suffiraient pas à occuper tout le personnel. Dans un contexte où Ford revient juste et commence à amener des projets, demander un « accord de garantie » est une grossière erreur !

Le terme « accord de garantie » est déjà lourd d'ambiguïté et permet de ce fait les manipulations. Nous avons déjà l'expérience de la négociation d'un accord de garantie en 2008. A cette époque, nous sortions du mouvement de blocage de l'usine et les dirigeants de Ford Europe avaient été bien secoués. Nous revendiquions à ce moment là (en intersyndicale) la défense des emplois et ... un dédommagement de 120 000 euros dans le cas où les emplois seraient supprimés.

La direction avait répondu « vous voulez discuter argent ? Alors on vous propose un accord de garantie », valable entre janvier 2009 et décembre 2011. Nous avons vite compris que Ford voulait mettre en place les conditions financières d'un PSE, se gardant la liberté de l'appliquer quand elle le voulait et comme elle le voulait.

La signature des syndicats auraient empêché toute possibilité de contestation devant les plans de licenciements qui se préparaient. Ford ne faisait qu'appliquer une politique patronale classique : faire accepter par avance des suppressions d'emplois. Plan parfait sauf que cet accord a été dénoncé et donc inapplicable ! Et la suite, nous la connaissons, c'est le processus vers une reprise du site qui est lancé dès l'été 2008.

**Morale de l'histoire : la bataille contre les suppressions d'emplois a permis de contraindre Ford à changer sa stratégie. Nous sommes encore là aujourd'hui ! Et nous voulons être encore là demain. C'est pour cette raison que nous ne lâchons pas. Il faut réussir la manifestation au Mondial de l'auto. C'est une occasion de nous faire entendre très fort. Sauvons tous nos emplois !**



**LA LUTTE CONTINUE**

## A PROPOS DE LA « GARANTIE »

Il est troublant d'entendre la direction défendre un éventuel « accord » avec énergie et enthousiasme. Elle nous explique que c'est la meilleure solution pour les ouvriers ! Bizarre cet intérêt pour l'ouvrier.

En fait la « garantie » c'est quoi et c'est pour qui ?

En réalité, le patron ne se trompe pas : en négociant à froid et hors conflit social, il est sûr de mieux maîtriser les coûts des plans de licenciements. Les patrons sont expérimentés et se transmettent les bonnes recettes. Ils savent que les « accords de garantie » permettent toujours de donner moins que dans le cas d'une grève dure.

En réalité c'est une garantie pour le patron. Et pour l'ouvrier c'est un leurre. Les salariés de Continental et de Molex ont plus obtenu d'argent que celui promis par l'accord Ford en 2008. Pourtant, ils ont lutté pour leur emploi jusqu'au bout et pas pour des primes.

Notre « garantie » c'est notre détermination à défendre nos emplois quand il en est encore temps (c'est notre cas) et les indemnités de licenciements quand nous ne pouvons pas faire autrement. Dans tous les cas, il faudra batailler car rien ne tombe tout cuit.

## SOUTIEN FINANCIER URGENT !

Les inscriptions pour le train spécial du Salon de l'Auto ont commencé. Il est bien sûr important de le remplir (410 places) mais nous avons un besoin de récupérer rapidement l'argent !

Le coût d'un train affrété est de 40 000 euros. S'ajoutent à cela : 1800 euros pour les bus qui assurent la liaison entre la gare à Paris et le Salon de l'auto, les entrées au Salon (environ 4000 euros), la fabrication d'un tee-shirt spécial (environ 2000 euros).

**Ce qui ferait un total de 48 000 euros ... environ !**

Vous l'avez tous compris, il y a comme une urgence. Nous comptons sur la solidarité financière des syndicats d'entreprises comme de notre UD, de la population, des mairies, des élus, des partis politiques et aussi des amis autour de nous.

Nous lançons donc une souscription régionale.

**Nous organisons, vendredi 10 septembre, de 13h15 à 14h15 une collecte dans les usines FAI (GFT pour la semaine prochaine) de manière à ce que les collègues qui ne peuvent pas venir à Paris puissent quand même aider au financement.**

## DICTONS DE NOS GRANDS MÈRES

On connaît bien le dicton « Ne vendons pas la peau de l'ours avant de l'avoir tué ». Ce qui est vrai. On connaît moins bien celui-là : « Ne lâchons pas nos emplois avant de les avoir perdus ! ». Vive les grands-mères !

## Tous ensemble au Mondial de l'auto



## SAMEDI 02 OCTOBRE 2010

## DÉFENDRE NOTRE BOULOT

Des collègues sont convaincus que tout est fichu et pensent qu'il faut négocier les primes de licenciements pour en finir une bonne fois pour toute. C'est la démoralisation.

Admettons, on accepte les licenciements et on se retrouve dehors. Et puis après ? La galère va continuer car il faudra bien trouver du boulot. Ce qui sera difficile dans un contexte social catastrophique. Il n'y a plus de grosses usines, il y a beaucoup de petits boulots précaires et encore beaucoup plus mal payés qu'ici : Au smic ? Et sans la mutuelle ? Une galère promise pour la plupart d'entre nous qui pourra durer très longtemps !

**En réalité, nous n'avons pas d'autre choix que de défendre nos emplois « ford » et en même temps celui des sous-traitants, des « induits » qui peuvent être les emplois de nos proches. Ce n'est pas une enveloppe de 50 000 euros bruts qui nous garantira une vie décente dans les années qui viennent.**

**Il vaut mieux se battre pour nos emplois maintenant avant qu'il ne soit trop tard.**

### **COURRIER ENVOYÉ À LA DIRECTION, MERCREDI 8 SEPTEMBRE À 12H57**

Nous avons appris "par hasard" que la direction de Ford Europe recevait ce mercredi 8 septembre les syndicats CFTC-UNSA-FO-CFE/CGC.

Nous vous avons demandé pourquoi nous n'étions pas conviés à cette réunion et vous avez répondu que cette rencontre concernait "principalement l'ouverture rapide de négociation sur un accord de garantie" et qu'à ce titre, la CGT n'était pas invitée, n'ayant pas demandé à discuter avec la direction de Ford sur ce sujet.

Chose bizarre, la question de l'accord de garantie a été abordée en présence de "tous" lors des dernières réunions avec Ford (à St Germain le 24 août ou ici le 6 septembre). A chaque fois les dirigeants de Ford ont répondu que ce n'est pas d'actualité car ses priorités sont la recherche de solutions pour préserver les emplois. Nous ne comprenons pas pourquoi alors, la même discussion a lieu deux jours après ... mais sans la CGT. A quoi jouez-vous, à quoi joue Ford ?

Il y aurait donc un cadre d'échanges "officiel" avec Ford, First et l'ensemble des syndicats et puis un "officieux" avec les mêmes sauf la CGT qui en est exclue. Que signifie donc une discussion "à part" sur une "ouverture de négociations". Doit-on comprendre qu'il y a une pré-négociation, qu'il y a un début de discussion sur le fond d'un accord de garantie, un genre d'entente ?

Les méthodes que vous utilisez sont plus que discutables et ressemblent fort à de la manipulation. Il y a comme une tentative de monter les uns contre les autres, de renforcer les divisions entre les syndicats et entre les salariés. A un moment où les tensions dans l'usine sont vives et où l'écœurement des salariés est grand devant l'échec de la reprise. Cette méthode de réunions qui choisit ses "invités" ne peut qu'être utilisée pour satisfaire des objectifs non avoués.

Ces réunions (ce n'est pas la première fois !) posent un sérieux problème. En discutant, en "négociant" à part ou en

"travaillant" sur des hypothèses avec une partie seulement des syndicats, vous écarterez volontairement un syndicat, qui plus est, celui qui représente près de la moitié des effectifs (49 % dans le collège ouvrier). Nous n'avons jamais refusé de discuter de quoique ce soit ! Le débat concernant notre avenir doit intégrer toutes les organisations syndicales et doit être mené publiquement.

C'est vrai, nous sommes contre la mise en place d'un "accord de garantie" qui est en réalité, pour nous, une étape vers un plan de suppressions d'emplois. Au passage, nous rappelons que Ford exclut pour le moment des réductions d'effectifs avant fin 2011 (voir courrier de mi-août signé conjointement par Ford et HZ), Ford s'étant engagé à payer les salaires de tous jusqu'à cette échéance. Mais le fait d'être opposés à la "négociation" d'un "PSE à froid" ne justifie en rien que nous soyons écartés de certaines discussions.

Officiellement, nous demandons donc à être reçus par la direction de Ford Europe, au même titre que les autres ! Nous aussi nous sommes directement concernés car il s'agit de notre avenir à tous. Nous avons des exigences qui ne doivent pas être moins écoutées ou moins discutées que celles des autres syndicats.

Ford doit assumer ses responsabilités. Et ses responsabilités doivent porter sur le maintien des emplois, ce qui pour nous est la meilleure des "garanties sociales". Ford doit tout faire aujourd'hui pour tenir ses engagements de maintenir les emplois et les conditions sociales, engagements tenus il y a 18 mois. Aujourd'hui, la seule et la vraie "garantie", c'est que Ford rachète l'usine.

**Toutes les questions concernant l'avenir des collègues doivent être abordées avec tous les syndicats, en toute transparence et en toute honnêteté. Nous dénonçons donc clairement votre attitude et vos méthodes de gestion des relations sociales dans l'entreprise.**

### **INFO DE DERNIÈRE MINUTE :**

Suite à notre courrier envoyé aux directions de First et de Ford avec copie à l'inspection du travail (voir ci-dessus), nous avons reçu un coup de fil du DRH (à 14h25) nous « invitant cordialement » à la réunion avec la direction de Ford Europe prévue ce mercredi.

Nous y sommes donc allés pour défendre notre façon de voir les choses et ainsi nous pourrions faire un compte-rendu de cette réunion qui du coup est devenue officielle. C'est beau la transparence !